

Rapport du compte administratif 2014

Table des matières

Remarques liminaires.....	2
Introduction.....	5
1. L'évolution des inscriptions budgétaires au cours de l'année 2014.....	5
2. Les réalisations de l'année 2014 et l'impact des décisions de la nouvelle municipalité.....	7
3. Les équilibres financiers du compte administratif 2014.....	9
Partie 1 – Le budget principal de la ville de Toulouse.....	10
1. Le fonctionnement : une année 2014 caractérisée par la stagnation des recettes (+ 0,9%) et une évolution de + 3,4 % pour les dépenses.....	10
2. L'investissement : un niveau de réalisation de 139 M€ dont le financement a nécessité le recours substantiel à l'emprunt à hauteur de 40%.....	26
Partie 2 – Les budgets annexes.....	33
Le budget annexe du Théâtre et de l'Orchestre du Capitole.....	33
Le budget annexe des Pompes funèbres.....	35
Le budget annexe du Crématorium.....	36

Remarques liminaires

Les données chiffrées reprises dans ce rapport, s'agissant notamment de l'analyse des évolutions, sont présentées, sauf indication contraire, en nominal et non en en réel.

Par ailleurs, les mouvements de dépenses et de recettes d'ordre qui sont des écritures purement comptables (écritures équilibrées en dépenses et en recettes) et qui n'occasionnent aucun mouvement de trésorerie n'ont pas été intégrés dans le présent rapport. Ils sont, néanmoins, consultables dans le document réglementaire du compte administratif, qu'accompagne cette délibération.

Ensuite, il convient de préciser que l'exercice 2014 a été marqué par des écritures de régularisation comptable en section de fonctionnement permettant à la collectivité toulousaine de récupérer pour les années 2012 à 2014 la TVA adossée au dispositif Vélo Toulouse. Ces régularisations viennent d'être admises par l'administration fiscale et représentent financièrement un apport de 2,1 M€. Ce nouveau régime fiscal permettra à la collectivité d'économiser environ 1M€ par an. Afin de ne pas altérer la lecture des comptes, seuls les comptes n'ayant pas d'impact budgétaire ont été « neutralisés ».

Dans le même esprit en section d'investissement, l'intégration définitive dans le patrimoine communal du MétroNum a été retraitée, cette opération comptable se traduisant par une dépense et une recette de même montant.

Enfin, à l'instar des exercices antérieurs, le montant des refacturations à l'égard de Toulouse Métropole, au titre de la mutualisation du personnel municipal, a été neutralisé en dépenses comme en recettes pour des montants similaires, afin de rendre intelligibles les évolutions de charges du chapitre 012 (charges de personnel) et de recettes du chapitre 70 (produits des services).

Pour mémoire, il convient de rappeler que l'année 2013 avait été marquée par des écritures conséquentes de régularisation du bilan de la collectivité, pour 64 M€, et cela afin d'apurer des montants qui figuraient au compte 1676 « dette envers locataires-acquéreurs », correspondant à des opérations de crédit-bail aujourd'hui soldées (Storagetek, Air France, Air Inter et SFR), ainsi qu'au compte 2761 « avances en garantie d'emprunt » (associations Toulouse Olympique Employés Club et Escagarol) pour des créances déjà annulées.

Si ces écritures n'impactent pas le résultat de clôture de la collectivité, elles modifient optiquement les soldes intermédiaires de gestion, notamment, l'épargne nette, si l'on s'en tient aux données brutes des comptes administratifs.

Sauf indication contraire, les analyses développées dans le présent rapport et les chiffres sur lesquelles elles s'appuient intègrent les retraitements résumés dans les tableaux ci-après.

Pour la section de fonctionnement

DEPENSES FONCTIONNEMENT en €		CA 2013	CA 2014	Ev.2013/ 2012
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL (affichées CA)	137 728 656	143 570 434	4,2%
	<i>retraitées des opérations comptables Vélo Toulouse</i>	137 728 656	134 003 860	-2,7%
012	CHARGES DE PERSONNEL (affichées CA)	332 903 976	351 368 789	5,5%
	<i>retraitées des charges de mutualisation</i>	327 156 587	345 376 487	5,6%
014	ATTENUATION DE CHARGES	2 718 376	3 201 273	17,8%
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	100 977 663	105 638 582	4,6%
656	FRAIS DE FONCTIONNEMENT GROUPES D'ELUS	353 973	272 547	-23,0%
	Total charges de fonctionnement courantes	574 682 645	604 051 624	5,1%
66	CHARGES FINANCIERES	47 696	663 455	1291,0%
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	8 205 028	8 250 265	0,6%
	Total Dépenses Compte Administratif	582 935 370	612 965 344	5,2%

012	<i>Charges de mutualisation personnel municipal</i>	-5 747 389	-5 992 302	
011	<i>Régularisation comptable Vélo Toulouse c/611</i>		-9 566 574	
67	<i>Régularisation comptable Vélo Toulouse c/673</i>		-782 087	

Total Dépenses de fonctionnement retraitées	577 187 981	596 624 382	3,4%
Pour mémoire évolution 2013/2012:			2,5%

RECETTES FONCTIONNEMENT en €		CA 2013	CA 2014	Ev.2013/ 2012
013	ATTENUATIONS DE CHARGES	1 504 622	1 380 717	-8,2%
70	PRODUITS DES SCES DU DOMAINE VENTES DIR.	37 141 242	39 162 584	5,4%
73	IMPOTS ET TAXES	413 434 416	427 328 744	3,4%
74	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	147 206 562	148 100 337	0,6%
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	14 593 950	8 249 149	-43,5%
	Total recettes de fonctionnement courantes	613 880 793	624 221 530	1,7%
76	PRODUITS FINANCIERS	1 149 769	111 849	-90,3%
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	75 874 001	19 604 874	-74,2%
	Total Recettes Compte Administratif	690 904 562	643 938 253	-6,8%

70846	<i>Facturation à Toulouse Métropole des charges de mutualisation</i>	-5 747 389	-5 992 302	
752	<i>Régularisations comptables crédits-bails</i>	-8 575 750		
775	<i>Régularisations comptables crédits-bails</i>	-54 430 615		
7088	<i>Régularisation comptable Vélo Toulouse</i>		-653 919	
773	<i>Régularisation comptable Vélo Toulouse</i>		-9 694 742	

Total Recettes fonctionnement retraitées	622 150 808	627 597 290	0,9%
Pour mémoire évolution 2013/2012:			2,1%

Pour la section d'investissement

DEPENSES INVESTISSEMENT		CA 2013	CA 2014	
10	DOTATIONS ET FONDS DIVERS	308 506	0	
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	76 680	1 347 665	
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES (dont crédits-bails)	63 020 881	816 230	
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	4 017 124	3 706 495	
204	Subventions d'équipement versées	10 786 250	5 765 071	
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	77 596 926	76 813 594	
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	52 788 342	57 947 311	
26	PARTICIPAT. ET CREANCES RATTACHES A PART	159 700	0	
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERS	1 116 596	971 076	
458	OPERAT° POUR COMPTE DE TIERS	517 631	788 708	
OPERATIONS D'EQUIPEMENT		129 194		
				Evolution
Total dépenses compte administratif		210 517 830	148 156 149	-29,6%
204	Régularisations créances sur garanties d'emprunt	-1 426 133		
1676	Régularisations comptables crédits-bails	-63 006 365		
204	Régularisation comptable Métronum		-8 869 286	
Total dépenses investissement retraitées		146 085 332	139 286 863	-4,7%

RECETTES INVESTISSEMENT en €		CA 2013	CA 2014	
10	DOTATIONS (hors c/1068)	17 527 479	18 261 318	
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	9 958 828	19 676 754	
16	EMPRUNTS- DETTES ASSIMILEES (notam.dépôts de cautions)	15 023 265	55 034 259	
204	Subventions d'équipement versées	201 868	8 871 476	
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	7 439	8 505	
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	232 794	43 558	
26	PARTICIPAT. ET CREANCES RATTACHES A PART	0	0	
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	13 983 422	7 679 616	
458	Opérat° pour c/ de tiers	990 999	1 344 100	
				Evolution
Total recettes investissement		57 926 094	110 919 584	91,5%
204	Régularisations créances sur garanties d'emprunt	-1 426 133		
204	Régularisation comptable Métronum		-8 869 286	
Total recettes investissement retraitées		56 499 961	102 050 298	80,6%

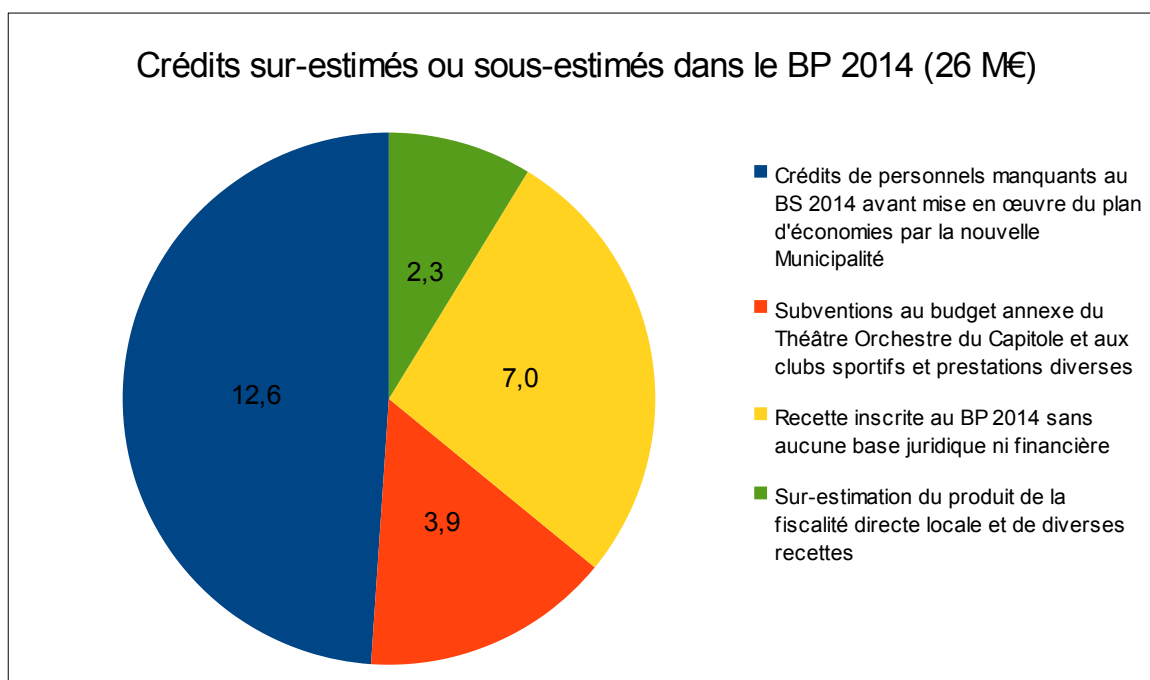
Introduction

Le compte administratif est un document budgétaire qui doit être voté avant le 30 juin de l'année qui suit l'exercice auquel il se rapporte. Il retrace l'exécution du budget principal et de ses trois budgets annexes (théâtre et de l'orchestre du Capitole, pompes funèbres et crématorium¹). Il présente les résultats de l'exécution du budget qui doivent être conformes à ceux figurant dans le compte de gestion produit par le Receveur des Finances. Le compte administratif constate le résultat de la section de fonctionnement, le solde d'exécution de la section d'investissement et les restes à réaliser.

L'exercice 2014 a été marqué par le début d'une nouvelle mandature, qui a conduit à réinterroger les inscriptions du budget primitif 2014, voté en décembre 2013. Des ajustements ont dû être apportés aux inscriptions et un plan d'économies a été initié dès le mois d'avril 2014, dont les résultats sont retracés ci-dessous.

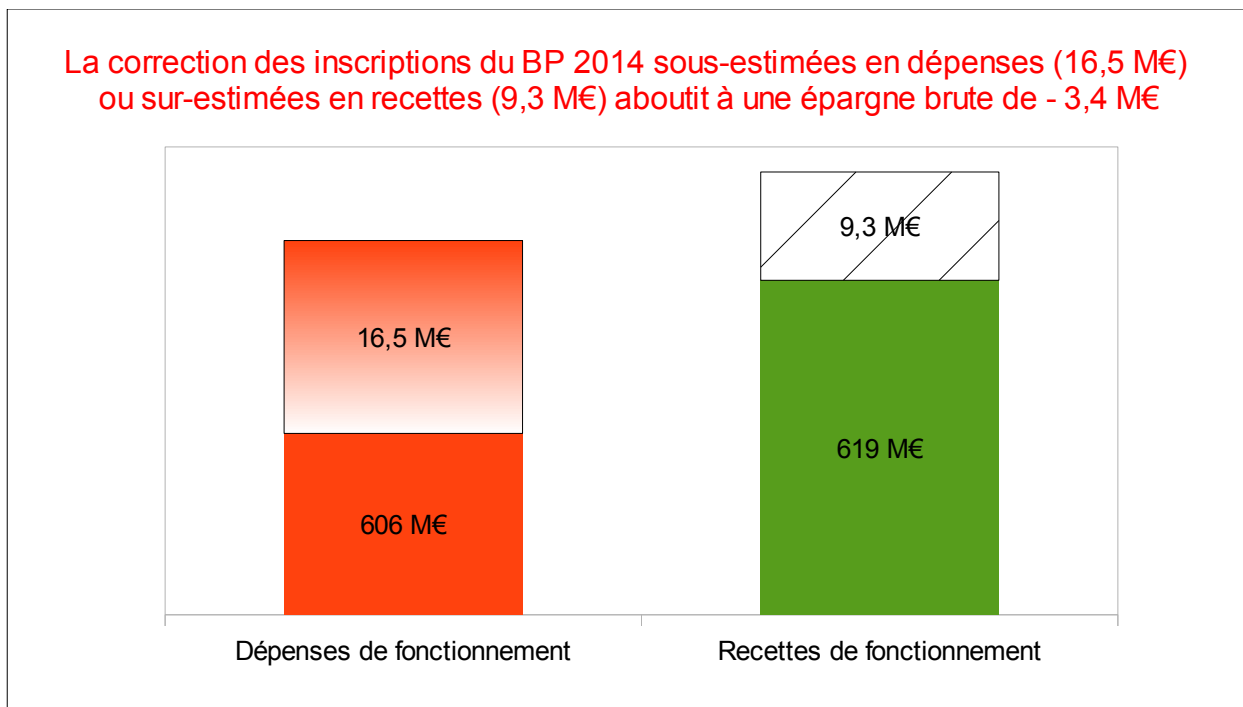
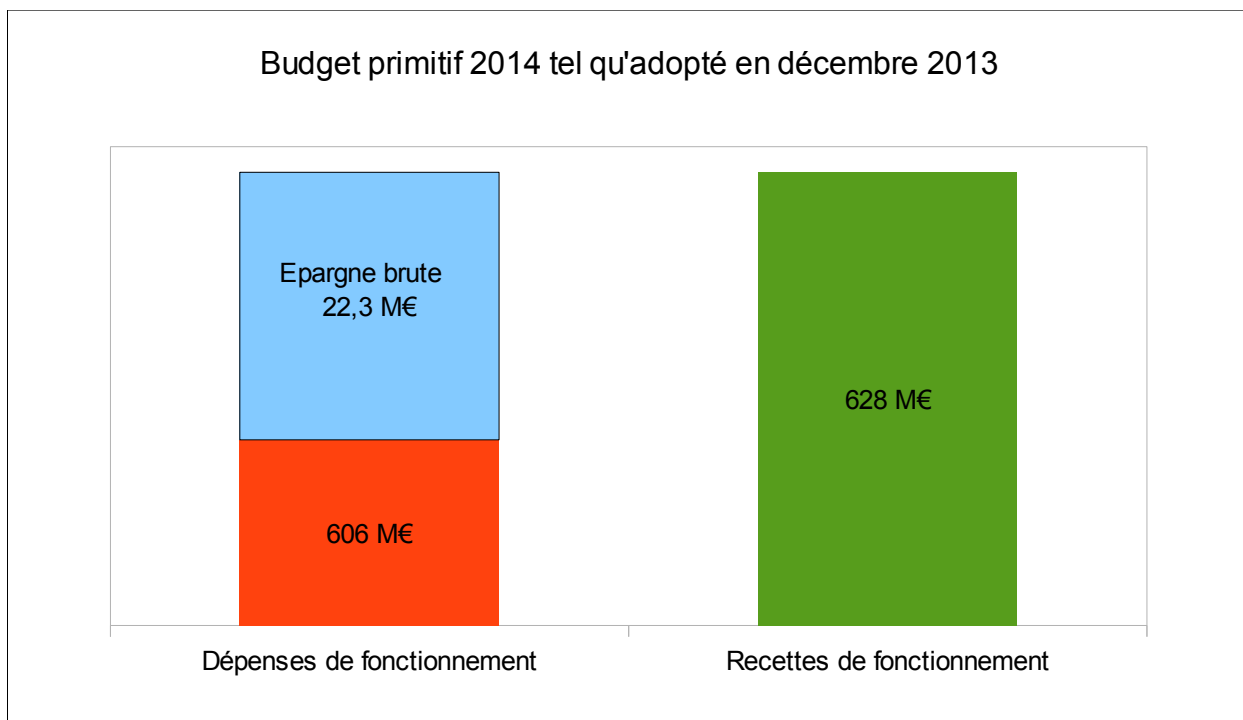
1. L'évolution des inscriptions budgétaires au cours de l'année 2014

Comme évoqué lors du débat d'orientations budgétaires 2015 et rappelé dans le rapport du budget primitif 2015, les inscriptions du budget primitif 2014 étaient caractérisées par des sur-estimations de recettes (pour **9,3 M€**) et de sous-estimations de dépenses importantes (pour **16,5 M€**), identifiées lors de la préparation du budget supplémentaire 2014. Les graphiques ci-dessous rappellent les masses en jeu :



¹ Le budget annexe du crématorium a été transféré au 1^{er} janvier 2015 à Toulouse Métropole. Le compte administratif 2014 présenté ici correspond à la clôture de ce budget annexe pour ce qui concerne sa gestion municipale.

Il convient de donner une image réaliste de ce qu'aurait été le budget primitif 2014 en réintégrant les crédits manquants (en dépenses) ou qui n'auraient pas du y figurer (en recettes). L'épargne brute de **22,3 M€** affichée au BP 2014 ressort ainsi à **- 3,4 M€**, alors que le niveau minimal d'autofinancement² à respecter pour l'équilibre réglementaire du budget primitif s'élevait à **22 M€**.



² La section de fonctionnement doit dégager suffisamment de ressources pour couvrir la dotation aux amortissements (26 M€), déduction faite des travaux en régie (4 M€), soit 22 M€.

2. Les réalisations de l'année 2014 et l'impact des décisions de la nouvelle municipalité

Au terme de l'exercice budgétaire 2014, l'épargne brute de la collectivité s'établit à **28,8 M€** contre 32,7 M€ au CA 2013, en baisse de 12 % (- 4 M€). Cette diminution aurait été bien supérieure sans les décisions que la nouvelle municipalité a été amenée à prendre dès avril 2014. En effet, l'épargne brute théorique se situait à un niveau dangereux car négatif (- **3,4 M€**), tel qu'il était configuré en avril 2014. Pour parvenir à rétablir une épargne brute de + **28,8 M€** constatée au CA 2014 (soit au 31.12.2014), il a fallu adopter l'ensemble des mesures suivantes :

- dégager 6,3 M€ par la mise en œuvre d'un plan d'économies

	Secteur	Montant des économies	Détail des mesures d'économies
Action sur les dépenses	Ressources humaines	3,1	- diminution du recours au personnel saisonnier (25 % d'économie générée entre 2013 et 2014), - diminution d'1 M€ de l'enveloppe affectée au personnel temporaire, - mesures indemnitaires (suppression du régime indemnitaire pour le personnel temporaire et de la prime de transport) - prise d'effet des avancements de grade au 1er juillet - décélération des recrutements
	Activités périscolaires et extrascolaires	0,8	- Evolution des modalités de calcul des prestations d'animation des CLAE élémentaires (avenant de juillet 2014) - Prises en compte d'une activité moindre que prévue des associations organisant des accueils de loisirs et des ludothèques (impact de la réforme des rythmes scolaires)
	Petite enfance	0,5	Reports d'ouverture de crèches du fait du calendrier de réalisation des opérations et suppression des crédits correspondants dans le cadre du plan d'économies
	Culture	0,5	- <u>musiques actuelles</u> : ajustements de la programmation du Métronum et non ouverture de la Mounède - <u>lecture publiques</u> : réduction des dépenses de reliure - <u>culture scientifique et technique</u> : reports de dépenses concernant le Quai des Savoirs et arrêt de l'accompagnement des structures ne répondant pas aux critères d'attribution des subventions de la Ville
	Opérations d'aménagement / animation du centre ville	0,4	- Diminution des coûts liés aux festivités de fin d'année et baisse des participations dans le cadre du Plan Local d'Action 2009 – 2014
	Communication	0,3	Réduction des actions d'information durant la période pré-électorale et redéfinition des priorités par la nouvelle municipalité en matière de communication institutionnelle
	Sports	0,3	Économies réalisées sur l'opération Toulouse Plages, sur le nettoyage des locaux, sur les fournitures d'entretien et sur les fournitures.
	Tourisme	0,3	Réduction de la subvention à l'Office du tourisme au regard du dynamisme de la taxe de séjour et de la situation financière de cet établissement
	Cuisine centrale	0,1	Recentrage des achats bio sur les produits locaux tout en se maintenant au delà des 20 % recommandés par le Grenelle
	Sous-total	6,3	

- limiter de manière volontariste, à hauteur de **11 M€**, la consommation des crédits de fonctionnement

Secteur	Crédits de dépenses sous-exécutés	Détail
Secteurs hors RH	8,3	Sous-exécution des crédits alloués sur les chapitres autres que le chapitre 012 (3,2 % de ce total)
Ressources humaines	2,8	Sous-exécution des crédits alloués sur le chapitre 012 (0,8 % du total de ce chapitre) en raison, notamment, de la limitation des remplacements des départs à la retraite
Sous-total	11	

Au global, le taux de réalisation des dépenses de fonctionnement s'établit à 97,1%, après adoption du plan d'économies.

- enfin, engranger **14,8 M€** de recettes supplémentaires, soit décidées par la nouvelle municipalité, soit découlant d'une démarche volontariste d'optimisation

Secteur	Montant des recettes nouvelles par rapport au BP 2014 « retraité »	Détail
Finances	7	Réduction de 15 M€ à 8 M€ de la réfaction de l'attribution de compensation versée par Toulouse Métropole.
Éducation / petite enfance / extrascolaire / périscolaire	2,7	Recettes tirées des cofinancements (principalement CAF).
Mobilité Gestion Réseaux	2,1	Evolution du régime fiscal du dispositif VélôToulouse ayant généré 2,1 M€ de résultat comptable positif
Fiscalité locale	1,5	Notification de rôles supplémentaires.
Gestions déléguées	1,2	Récupération de la redevance du Parc des Expositions perçue par Toulouse Métropole au titre des années antérieures au transfert de compétence.
	0,3	Récupération de la TVA sur les participations d'équilibre de la Cité de l'Espace
Sous-total	14,8	

Sans les mesures décidées par la nouvelle municipalité (plan d'économies de 6 M€, net des décisions mises en œuvre dans le cadre du projet de mandature, et compensation des 7 M€ de recettes inscrites sans fondement juridique), l'épargne brute serait ressortie à **15,8 M€**, représentant une baisse de plus de 50 % par rapport à l'épargne du CA 2013.

Surtout, hors recettes exceptionnelles non reconductibles (2,1 M€ liés au régime fiscal de VélôToulouse et 1,5 M€ de régularisations de délégations de service public), l'épargne brute serait ressortie à 12,2 M€, inférieure de moitié aux obligations réglementaires de couverture des amortissements.

3. Les équilibres financiers du compte administratif 2014

Hors retraitements, les dépenses de fonctionnement du budget principal s'élèvent à **613 M€** pour un total de prévisions de 631 M€, correspondant à un taux de réalisation de **97%**. A périmètre comparable, ces dépenses sont en progression de **3,4%** par rapport au rapport au compte administratif 2013. Les recettes de fonctionnement sont, quant à elles, en progression de **0,9%** par rapport à l'exercice précédent.

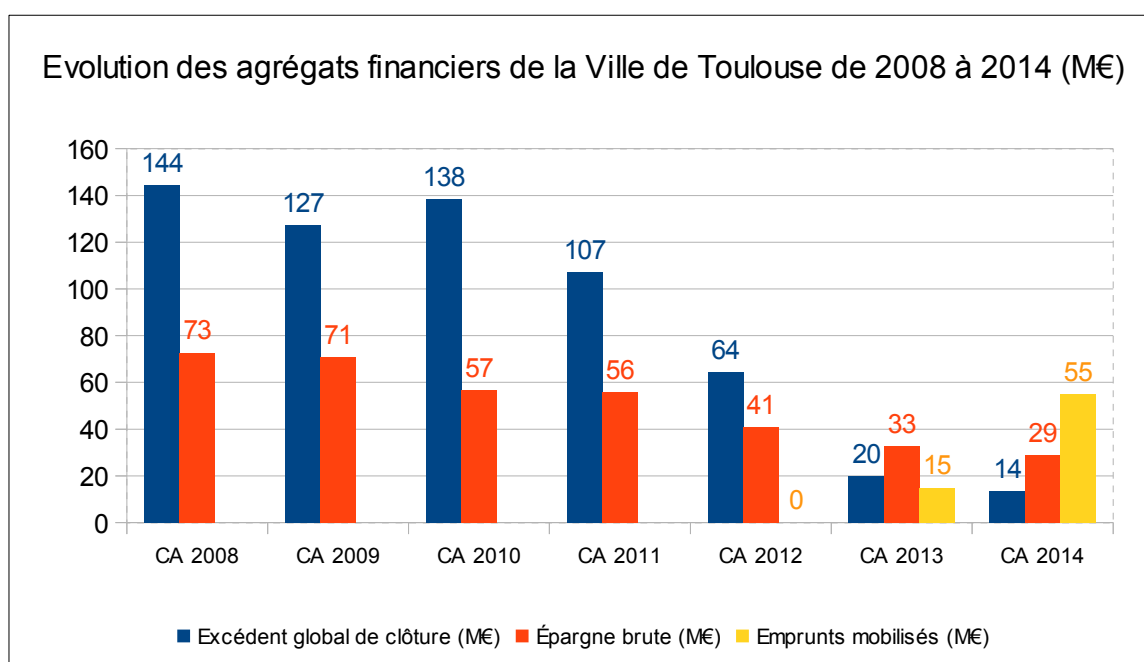
L'effet de ciseau entre l'évolution des dépenses et des recettes de fonctionnement est donc de **- 2,5%**, justifiant les arbitrages réalisés dans le cadre du BP 2015 et basés, désormais, sur un taux d'évolution des dépenses devant structurellement être inférieur au taux d'évolution des recettes.

Les dépenses d'équipement (hors remboursement de la dette en capital et hors régularisations comptables) sont de **138 M€** pour un total de prévisions de 197 M€, soit un taux de réalisation de **70%**. Ces réalisations sont globalement stables (- 4,7%) par rapport à l'exercice 2013 (146 M€). Les dépenses d'investissement ont été financées à hauteur de 55 M€ par la mobilisation d'emprunts, contre 15 M€ en 2013.

Au final, l'exercice 2013 s'est traduit par une variation de **- 6 M€** de l'excédent accumulé antérieurement, les financements constatés en section d'investissement étant inférieurs aux dépenses. Le résultat de clôture s'établit donc à **14 M€** en 2014 contre **20 M€** en 2013.

Les restes à réaliser (RAR) de la ville en dépenses d'investissement, reportés de 2014 à 2015, s'établissent à **34,3 M€**. En recettes d'investissement, les RAR s'établissent à **40,2 M€**, dont 30 M€ d'emprunts contractés mais non mobilisés.

Le graphique ci-dessous reprend l'évolution des grands agrégats financiers de la Ville de Toulouse depuis 2008 :



Partie 1 – Le budget principal de la ville de Toulouse

1. Le fonctionnement : une année 2014 caractérisée par la stagnation des recettes (+ 0,9%) et une évolution de + 3,4 % pour les dépenses

1.1. Une progression contenue des recettes de fonctionnement de 0,9 %

Les recettes de fonctionnement peuvent être regroupées en quatre catégories :

- le produit des impôts et taxes (chapitre 73) ;
- le produit des dotations et participations (chapitre 74) ;
- les produits de fonctionnement divers (chapitres 70, 75 et 013) ;
- les produits exceptionnels larges (chapitre 77 dont le c/ 775 produit des cessions, chapitre 76 produits financiers).

La structure des produits de financement évolue de la manière suivante :

RECETTES FONCTIONNEMENT en €		CA 2013	CA 2014
013	ATTENUATIONS DE CHARGES	0,2%	0,2%
70	PRODUITS DES SCES DU DOMAINE VENTES DIR.	5,4%	6,1%
73	IMPOTS ET TAXES	59,8%	66,4%
74	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	21,3%	23,0%
	Total recettes de fonctionnement courantes	88,9%	96,9%
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	2,1%	1,3%
76	PRODUITS FINANCIERS	0,2%	0,0%
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	11,0%	3,0%
	Total Recettes Compte Administratif	100,0%	100,0%

En 2014, le produit fiscal s'est accru de 5,1 M€ (hors rôles complémentaires) par rapport à l'année 2013. Le produit issu des droits de mutation à titre onéreux (DMTO) s'est stabilisé à son niveau de 2013 : 18,3 M€ en 2014 contre 18,2 M€ en 2012.

Le chapitre 74 (dotations et participations) enregistre une hausse très contenue de 0,9 M€ par rapport à l'exercice 2013. Le recul de la dotation globale de fonctionnement y compris des compensations fiscales (- 4,8 M€) a été amorti par la progression des versements de la Caisse d'Allocations familiales (+ 4 M€) et par la progression des autres participations, notamment, celles de l'État au titre des emplois d'avenir (+ 700 K€).

1.1.1. *l'évolution du produit des contributions directes et indirectes et de la fiscalité reversée par la Communauté urbaine (chapitre 73) : + 3,4%*

Ce poste, qui représente, en 2014, **66%** dans les produits de fonctionnement de la Ville, est composé principalement des contributions directes et de la fiscalité économique reversée par Toulouse Métropole (attribution de compensation et dotation de solidarité communautaire).

	<i>En %</i>	
Produits fiscaux	2013	2014
Contributions directes	51%	50%
Dotation communautaire reçue	39%	40%
<i>dont AC</i>	96%	96%
<i>dont DSC</i>	4%	4%
Autres impôts et taxes	10%	10%
+Droits de place et stat. (7336,7)	14%	14%
+Taxe Electricité	21%	20%
+Droits Mutation	42%	43%
+Pdts des jeux (7364)	13%	12%
+Autres impôts et taxes	10%	10%
Impôts et taxes (73)	100%	100%

- Les contributions directes : 216 M€

Elles sont composées des trois impôts ménages, à savoir, la taxe d'habitation, la taxe foncière sur les propriétés bâties et la taxe foncière sur les propriétés non bâties. Le produit de ces trois taxes a connu une augmentation par rapport à 2013 sous l'effet de la croissance des bases (+ 6,8 M€). Le produit fiscal perçu en 2013 et 2014 se décompose de la manière suivante³ :

	<i>en K€</i>	
	2013	2014
Produit TH	92 425	94 259
Produit FB	114 518	117 750
Produit FNB	333	330
Rôles complém + supplém.	1 671	3 372
Impôts ménages	208 947	215 711

Pour mémoire, l'évolution des bases de fiscalité locale est la résultante de l'augmentation du nombre de foyers et de logements assujettis (évolution physique) et du coefficient d'actualisation forfaitaire des valeurs locatives cadastrales, décidé en loi de finances (+ 0,9% en 2014). Ainsi, l'évolution des bases fiscales entre 2013 et 2014 se décompose de la manière suivante :

³Il est à noter que les rôles supplémentaires, non connus lors du vote des taux, sont imputés depuis 2014, à la demande de la Direction générale des finances publiques, au c/7318 « Autres impôts locaux ou assimilés ». La lecture de ce compte doit donc être combinée avec le c/73111 « Taxes foncières et d'habitation ».

BASES NETTES DEFINITIVES D'IMPOSITION

	K€				
	2013	2014	Evolution nominale	Coef. actualisation LF	Evolution physique
Base nette TH	582 390	593 946	2,0%	0,90%	1,08%
Base nette FB	649 195	667 517	2,8%	0,90%	1,92%
Base nette FNB	538	532	-1,1%	0,90%	-2,02%

- La fiscalité reversée : 169 M€

Ce poste comprend l'attribution de compensation (AC), pour 162 M€, et la dotation de solidarité communautaire (DSC), pour 7 M€.

L'attribution de compensation 2014 est en hausse par rapport à 2013 suite à la délibération du 12 décembre 2014 fixant à 8 M€ la réfaction exceptionnelle de l'AC. La dotation de solidarité communautaire (DSC) s'est aussi accrue de 0,8 M€ en raison de la croissance du montant réparti par Toulouse Métropole (12,5 M€ en 2014 contre 10,5 M€ en 2013).

Pour mémoire, Toulouse Métropole a souhaité adapter la répartition de sa DSC 2013 afin de tenir compte des pertes financières constatées par les communes du fait de la baisse de leur DGF et de la montée en charge de la péréquation horizontale avec le Fonds de Péréquation des Recettes Intercommunales et Communales (FPIC). La hausse de la DSC de la collectivité s'inscrit précisément dans ce pacte financier.

- Les autres impôts et taxes : 42,5 M€

Ces recettes ont diminué de 0,6M€ M€ soit -1,5 % par rapport à 2013. Cette évolution se décompose comme suit :

- les droits de mutation à titre onéreux (DMTO) : 18,3 M€ (+ 0,6%) pour une prévision de 19 M€. En 2013, la Ville avait perçu un montant similaire ;
- la taxe sur l'électricité : 8,6 M€ (-266 K€ par rapport à 2013) ;
- les droits de place et stationnement (recettes des horodateurs, taxis, droits des commerçants des terrasses, des marchés couverts et de plein vent) : 6,1 M€ (- 35K€ par rapport à 2013) ;
- les produit des jeux : 5,2 M€ contre 5,6 M€ en 2013 ;
- les autres impôts et taxes : 4,3 M€, dont 1,9 M€ pour la taxe de séjour (dont le produit est intégralement reversé à l'Office de Tourisme) et 1,4 M€ pour la taxe locale sur la publicité extérieure.

1.1.2. *la stabilisation des dotations et participation à 147 M€*

Les dotations et participations représentent 23,6% des recettes de fonctionnement retraitées en 2014 contre 23,7% en 2013, la forte diminution des concours de l'État étant amortie par les versements de la Caisse d'Allocations Familiales (CAF).

- la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF) : 97 M€

Cette dotation est écartée annuellement depuis 2009 (via la part « garantie » de la dotation forfaitaire). Depuis 2010, la DGF évolue négativement et à un rythme budgétaire soutenu : presque -1 M€ en 2010, -1,6 M€ en 2011 et -1,2 M€ en 2012. En 2013, la DGF s'est stabilisée à son niveau de 2012 en raison de la croissance de la dotation nationale de péréquation et du dispositif du lissage de l'écartement voté par la loi de finances pour 2013.

En 2014, la loi de finance a mis en œuvre les principales conclusions du Pacte de confiance et de responsabilité établi entre l'État et les collectivités territoriales le 16 juillet 2013. Ce pacte prévoit une participation des collectivités, à l'effort de rétablissement des comptes publics, effort inédit et de grande ampleur à hauteur de 1,5 Md€ pour la seule année 2014 au travers d'une baisse pérenne des dotations de l'État aux collectivités. Elle prévoyait, par ailleurs, le renforcement des dispositifs de péréquation entre collectivités afin de soutenir les plus fragiles d'entre elles.

Ainsi, après une stabilisation en 2013, les concours financiers versés par l'État à la collectivité toulousaine ont diminué en valeur de 5 M€ en 2014 : - 4,5 M€ au titre de la contribution de la Ville « au redressement des finances publiques » et - 445 K€ au titre de la péréquation. Cette baisse a été tempérée par l'effet démographique sur le territoire (+ 808 K€).

DGF EN K€	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Dotation forfaitaire (DF)	96 053	95 651	93 790	91 960	91 270	87 128
+ Dotation aménagement (DSU, DNP)	8 671	8 117	8 356	8 976	9 628	9 721
= DGF (A)	104 725	103 769	102 145	100 936	100 897	96 849

EVOLUTIONS DE LA DGF	2009/08	2010/09	2011/10	2012/11	2013/12	2014/13
Evolution nominale	7,0%	-0,9%	-1,6%	-1,2%	0,0%	-4,0%
Evolution réelle	6,9%	-2,4%	-3,6%	-3,0%	-0,7%	-4,4%
Inflation	0,10%	1,50%	2,10%	1,90%	0,70%	0,40%

DGF EN K€	2013	2014
Dotation forfaitaire (DF)	91 270	87 128
Effet variation de population	276	808
Effet prélèvement pour péréquation	-967	-445
Contribution au redress.finan.publiques		-4 505
+ Dotation aménagement (DSU, DNP)	9 628	9 721
dont DSU	5 254	5 254
dont DNP	4 374	4 467
= DGF (A)	100 897	96 849

- les compensations fiscales : 12,6 M€

Les allocations compensatrices de fiscalité subissent une nouvelle baisse de 6%, à l'instar de l'exercice 2013, soit - 796 K€ en valeur. Cette diminution est liée à la réduction des concours financiers de l'État, notamment s'agissant de sa composante économique, la dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle (- 746 K€).

- les autres dotations et participations : **38,5 M€**

Elles sont en progression de 17%, soit + 5,5M€.

	2013	2014
TOTAL CHAP 74 hors DGF et compensations fiscales	32 901 464	38 467 690
Autres dotations de l'Etat	2 459 847	2 245 329
Autres participations	30 441 617	36 222 360
dont CAF	26 444 489	29 927 864

COMPTES		2013	2014
7413	D.G.F. des permanents syndicaux	25 789	28 294
745	Dotation spéciale instituteurs	53 352	39 312
746	Dotation générale de décentralisation	2 277 989	2 074 247
7484	Dotation de recensement	102 717	103 476
Autres dotations de l'Etat		2 459 847	2 245 329
74712	Emplois d'avenir	346 816	1 007 038
74718	Autres	1 878 049	3 043 256
7482	Compensation pertes additionnelles	43 840	38 897
7472	Régions	4 573	39 155
7473	Départements	175 165	181 994
74748	Participations - Autres communes	29 364	17 833
7477	Budget communautaire & fonds structurels	119 727	96 637
7478	Autres organismes	27 016 373	31 057 498
7485	Dotations titres sécurisés	110 660	110 660
7488	Autres attributions et participations	717 050	629 392
Autres participations		30 441 617	36 222 360
TOTAL CHAPITRE 74 hors DGF et compensations fiscales		32 901 464	38 467 690
Evolution 2014/2013			16,9%
Soit en valeur			5 566 226
Dont CAF (pour 73% de la croissance)			4 038 994

Avec les prestations de service, la CAF prend en charge, selon des critères nationaux, une partie des frais de fonctionnement des services et établissements sociaux mis à la disposition de la population toulousaine. Il s'agit notamment des structures d'accueils des 0 - 17 ans (crèches, accueils de loisirs, CLAE).

La part de ce financement par la CAF en 2014 est de 29 927 864 € soit **+13 %** par rapport à 2013. Le secteur de la petite enfance représente 15,9M€ des recettes que la CAF verse à la ville. Cette participation au secteur de la petite enfance est la traduction de la volonté de la CNAF de prioriser dans ses financements l'accueil du jeune enfant et de l'effort fait par la collectivité toulousaine pour la création de places d'accueil petite enfance. La CAF a versé, par ailleurs, 13,6M€ de participation au fonctionnement des CLAE et accueil de loisirs.

Sont également à signaler les participations de l'État reçues au titre du dispositif des emplois d'avenir (+ 700 k€).

1.1.3. *les autres produits de fonctionnement sont en hausse de 8,6% et s'établissent à 42,1 M€*

Autres produits de fonctionnement		CA 2013	CA 2014	Ev.2014/2013
013	ATTENUATIONS DE CHARGES	1 504 622	1 380 717	-8,2%
70	PRODUITS DES SCES DU DOMAINE VENTES DIR.	37 141 242	39 162 596	5,4%
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	14 593 950	8 249 149	-43,5%
Total autres recettes de fonctionnement courantes		53 239 814	48 792 461	-8,4%
70846	Facturation à Toulouse Métropole des charges de mutualisation	-5 747 389	-5 992 302	
752	Régularisations comptables crédits-bails	-8 575 750	0	
7088	Régularisation comptable Vélo Toulouse	0	-653 919	
Total retraité		38 916 675	42 146 241	8,3%

Les autres produits de fonctionnement représentent 6,7 % de l'ensemble des recettes de fonctionnement retraitées en 2014 contre 6,3% en 2013. Le poste de recette est en hausse de 8,3%.

- chapitre 70, les « Produits des services » : 39 M€

Ces données brutes intègrent les remboursements reçus de la part de Toulouse Métropole au titre des refacturations de personnel. Une fois ces reversements neutralisés (comme en dépenses), les produits des services s'accroissent de 4 % (+ 1,1 M€) comme détaillé ci-après.

Les principaux facteurs de hausse sont liés pour moitié au rattachement du produit issu de la vente de chaleur pour le mois de décembre 2014 (en principe comptabilisée sur N+1) l'autre moitié, par les recettes en provenance du secteur de la petite enfance, en particulier des crèches (+ 250 K€) et par l'activité de la fourrière municipale (enlèvements d'épaves et de ventes à l'administration des Domaines).

Les produits d'exploitation de la collectivité (redevances tarifaires⁴) sont constants en 2014. L'évolution, en effet, s'établit à 0,6% (+ 105 K€).

	En €	
CHAPITRE 70	2013	2014
Redev. services culturels (7062)	2 426 008	2 476 537
Redev. services sportifs (70631)	2 490 964	2 443 333
Red. services sociaux (7066)	4 943 829	5 192 622
Red. services périscolaires (7067)	8 300 790	8 154 539
TOTAL Redevances	18 161 591	18 267 031
Evolution en valeur		105 440
Evolution en %		0,6%

⁴ Redevances tarifaires = c/7062+c/70631+c/7066+c/7067

En €

CHAPITRE 70	2013	2014
Autres (7018)	403 912	417 441
Concessions dans les cimetières (70311)	416 574	423 836
Droits sur dp portuaire et fluvial (70322)	46 711	49 009
Redev.occupation dom.pub.commun (70323)	4 095 013	4 155 861
Autres dts de stat. et loca.(70328)	9 678	7 790
Péage, drt de pesage,mesurage,jaug. (7034)	436	979
Autres redev.et recettes diverses (70388)	3 055 929	3 564 655
Travaux (704)	16 939	9 256
Etudes (705)	0	0
Redev.services culturels (7062)	2 426 008	2 476 537
Redev.services sportifs (70631)	2 490 964	2 443 333
Taxes de désinfection (7064)	34 382	34 389
Red. services sociaux (7066)	4 943 829	5 192 634
Red. services périscolaires (7067)	8 300 790	8 154 539
Autres prestations de services (70688)	173 279	249 161
Locations diverses (7083)	45 272	30 977
Mise à dispo.perso facturée aux communes GFP (70845)	0	120 000
Mise à dispo.de perso.facturée au GPF (70846)	5 747 389	5 992 309
Mise à dispos.perso.autres organismes (70848)	459	616
Remb.de frais par d'autres redevables (70878)	158 530	381 369
Autres prdts activités annexes (7088)	4 757 264	5 414 063
Remb.charges 011 CUGT	17 884	43 842
Compét.transf.CUGT	0	
TOTAL (70) Brut	37 141 242	39 162 596
Personnel mis à dispo.CUGT (012)	-5 747 389	-5 992 309
Régularisation Vélo Toulouse (c/70388)		-653 919
TOTAL (70) retraité des mutualisations de personnel	31 393 853	32 516 368
Evolution en valeur		1 122 515
Evolution en %		4%

- chapitre 75, les produits de gestion : 8 M€

Le poste « revenus des immeubles » a été retraité en 2013 de 8,6 M€ au titre des régularisations comptables évoqués en propos liminaires.

Le poste s'accroît de 2,2 M€, principalement du fait du remboursement par Toulouse Métropole de la redevance du Parc des Expositions pour 1,2 M€ au titre des années 2009 et 2010 (cf. délibération n° 23 du 20 juin 2014) et en raison de la refacturations des dépenses d'énergie et de fluides aux budgets annexes pour 700 K€ (refacturations constatées en 2013 au compte 7788).

	2013	2014
K€		
Revenus des immeubles	2 226	2 169
Variation du produit des rev.immeubles		- 57
Reversements fermiers (divers 757)	3 297	3 425
Variation des reversements fermiers		128
Autres produits de gestion	494	2 655
Variation autres produits		2 161
Produits de gestion (75)	6 017	8 249
Variation du c/75 en K€		2 232

1.1.4. *les produits exceptionnels larges (hors cessions du c/775) : 7,8 M€*

Les produits exceptionnels de la section de fonctionnement comprennent en 2014 :

- chapitre 76 produits financiers : **112 k€** dont 91 K€ versés par la Caisse d'Epargne au titre des parts sociales détenus par la Ville dans cet établissement ;
- chapitre 77 produits exceptionnels (hors 775 – produits des cessions) : **7,7 M€**

Ce chapitre a comptabilisé notamment les remboursements des compagnies d'assurance (1,6 M€), la récupération TVA de 1,8 M€ sur les subventions versées à la SMECCEL (changement du régime de taux), 97 K€ versés par la Résidence le Parc au titre du réseau chauffage urbain, divers titres émis au regard d'impayés (par exemple, ouvrages non restitués à la Médiathèque) ainsi des recettes issues de la destruction de voitures épaves.

1.1.5. *les produits de cessions d'immobilisations : 2,2 M*

Sont encaissés sur le compte 775 les produits de cessions d'immobilisations. Dans la mesure où elles concernent des immobilisations, ces recettes sont retraitées en recettes d'investissement (cf. supra). Les cessions les plus importantes en 2014 ont été les suivantes :

- OPPIDEA : cession parcelles Zac St Martin du Touch pour 1,2M€
- HLM Les Chalets pour 320K€ (Rues Negreneys et Cazeneuve)
- Habitat Toulouse pour 240K€ (47/51 Rue Durand Croix Daurade)
- HLM Languedocienne pour 229K€ (Impasse Barthe / Barrière de Paris)

1.2. Les dépenses de fonctionnement en progression de 3,4%

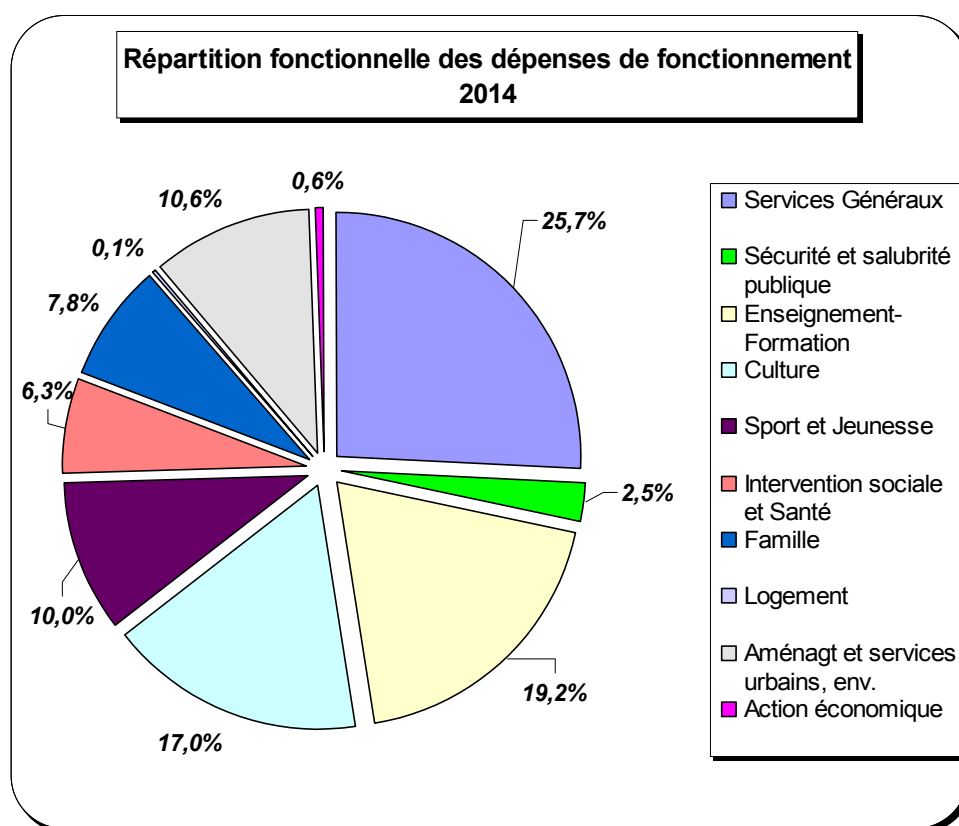
1.2.1. *présentation par fonction des dépenses de fonctionnement*

La répartition fonctionnelle des dépenses de fonctionnement dont il est rendu compte dans le présent rapport se présente de la manière suivante :

Fonctions	2013	2014
Services Généraux	151 574 257	157 659 017
Sécurité et salubrité publique	14 555 266	15 504 912
Enseignement-Formation	112 100 140	117 937 373
Culture	102 101 658	104 442 359
Sport et Jeunesse	58 813 962	61 459 013
Intervention sociale et Santé	37 737 967	38 852 402
Famille	42 904 958	47 578 592
Logement	959 134	911 475
Aménagt et services urbains, env.	58 001 857	64 917 938
Action économique	4 186 171	3 702 263
TOTAL	582 935 370	612 965 344

* Les retraitements relatifs aux charges mutualisées n'ont pas été soustraits de ce tableau

Soit la structure suivante pour l'exercice 2014 :



- Éducation, culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs : **284 M€**

Ce premier poste compte :

- l'action culturelle : **104,4 M€** dont 26,4 M€ pour les Musées, 23,7 M€ pour les Théâtres et 17,3 M€ pour les bibliothèques,
- l'enseignement : **117,9 M€** dont 41,2 M€ pour les écoles maternelles, 17,5 M€ pour les écoles primaires, 20,7 M€ pour les classes regroupées, 15,5 M€ pour la restauration scolaire et 16,3 M€ pour les classes de découverte.
- les sports et loisirs : **61,5 M€** dont 34,4 M€ pour les sports et 27 M€ pour la jeunesse

- Les moyens généraux : **158 M€**

Cette rubrique est surtout impactée par les charges de personnel non ventilées. Y figurent également les dépenses ayant trait aux fluides, à l'entretien des bâtiments et des équipements des agents municipaux.

- L'aménagement, les réseaux, infrastructures économiques, environnement : **84 M€**

Ces actions se décomposent ainsi :

- 64,9 M€ au titre de l'aménagement urbain et des services urbains, dont 20,1 M€ pour les espaces verts, 11,8 M€ au titre du développement social et GPV, 6,2 M€ au titre de

l'éclairage public, 8,5 M€ au titre de la voirie et déplacements incluant notamment VéloToulouse (non pris en compte la régularisation comptable liée à l'opération VéloToulouse pour 9,7 M€)

- 3,7 M€ au titre de l'action économique (dont 2,7 M€ pour l'aide au tourisme)
- 15,5 M€ au titre de la sécurité et de la salubrité publique

- L'action sociale et la solidarité : **87 M€**

Dont 33,7 M€ au titre des interventions sociales, 45,5 M€ au titre des crèches et garderies et 5,1 M€ au titre de la santé.

1.2.2. *présentation par nature des dépenses de fonctionnement (retraitées)*

STRUCUTURES DEPENSES FONCTIONNEMENT		CA 2013	CA 2014	Ev.2014/ 2013
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	137 728 656	134 003 860	-2,7%
012	CHARGES DE PERSONNEL (retraitées de la mutualisation)	327 156 587	345 376 487	5,6%
014	ATTENUATION DE CHARGES	2 718 376	3 201 273	17,8%
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	100 977 663	105 638 582	4,6%
656	FRAIS DE FONCTIONNEMENT GROUPES D'ELUS	353 973	272 547	-23,0%
Total charges de fonctionnement courantes		568 935 256	588 492 749	3,4%
66	CHARGES FINANCIERES	47 696	663 455	1291,0%
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	8 205 028	7 468 178	-9,0%
Total Dépenses Compte Administratif retraité		577 187 981	596 624 382	3,4%

Les dépenses de fonctionnement ont été réalisées à hauteur de 597 M€, soit **97%** des inscriptions budgétaires retraitées. Elles se structurent dans le budget comme suit.

STRUCTURE DEPENSES FONCTIONNEMENT RETRAITEES		CA 2013	CA 2014
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	23,9%	22,5%
012	CHARGES DE PERSONNEL (retraitées de la mutualisation)	56,7%	57,9%
014	ATTENUATION DE CHARGES	0,5%	0,5%
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	17,5%	17,7%
656	FRAIS DE FONCTIONNEMENT GROUPES D'ELUS	0,1%	0,0%
Total charges de fonctionnement courantes		98,6%	98,6%
66	CHARGES FINANCIERES	0,0%	0,1%
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	1,4%	1,3%
Total Dépenses Compte Administratif retraité		100,0%	100,0%

Les dépenses de fonctionnement ont évolué au total de **+ 3,4 %** en 2014, comme détaillé ci-après.

1.2.2.1. Les charges à caractère général : **134 M€** (retraités de Vélo Toulouse)

Les charges à caractère général sont principalement composées des achats de fournitures non stockées (fluides, eau, énergie, chauffage) et des dépenses des services extérieurs retracés dans les comptes des classes 61 et 62 (prestations de service, locations, entretien et maintenance...).

	CA 2013	CA 2014
011 Charges à caractère général	137 728 656	134 003 860
Variation des charges		-3 724 796
Evolution nominale		-2,7%

Par delà les arbitrages forts réalisés sur les inscriptions budgétaires afin de garantir la soutenabilité des finances de la collectivité, le plan d'économies mis en œuvre initié au cours de l'exercice a généré un effet direct sur le chapitre 011 (cf. *infra*).

Près de la moitié de la baisse des dépenses du chapitre 011 résulte de la diminution des dépenses énergétiques de la collectivité (- 1,8 M€, soit - 7% par rapport à l'année 2013, sous l'effet des conditions climatiques et de l'effet prix résultant du nouveau marché d'approvisionnement en gaz). Les autres postes du chapitre 011 sont pour la plupart en baisse ou contenus par rapport à l'exercice 2013.

CHAPITRE 011	2013	2014	Variation	Contribution à la décroissance	Evolution
Eau, assainis, électr., énergies- (6061)	26 719	24 879	-1 840	49%	-7%
Autres achats (60 - 6061)	24 473	23 494	- 979	26%	-4%
Prestat* de service (611)	31 250	31 222	- 28	1%	0%
Location et charges loc (613 et 614)	7 330	6 879	- 451	12%	-6%
Entretiens et réparations (615)	8 871	9 248	377	-10%	4%
Primes d'assurances (616)	1 912	1 987	75	-2%	4%
Etudes et recherches (617)	566	578	12	0%	2%
Frais de télécom et postaux (626)	1 013	826	- 187	5%	-18%
Autres serv. ext. (618 et 62 hors 626)	33 219	32 370	- 849	23%	-3%
Impôts et taxes (63)	2 376	2 520	144	-4%	6%
Charges à caractère général (011)*	137 729	134 003	-3 726	100%	-2,7%

*Retraité en 2014 régul.comptable Vélo Toulouse au c/611 pour 9,7M€

1.2.2.2. Les charges de personnel : 345 M€

Les charges de personnel représentent une part prépondérante des charges de fonctionnement (58% en 2014 contre 57% en 2013). La dynamique 2014 s'établit en effet à +5,6% contre +4,9% en 2013 soit une évolution en valeur de +18,2 M€.

	€	
	2013	2014
Charges de personnel (012)	332 903 976	351 368 789
<i>dont mutualisation descendante (+)</i>	<i>13 237 878</i>	<i>13 295 118</i>
- mutualisation ascendante lissée version Cons.Municip. (-)	-5 747 389	-5 992 302
Charges de personnel reconstruit (012)	327 156 587	345 376 487
Variation des charges	15 400 993	18 219 900
Évolution nominale	4,9%	5,6%

Soit encore :

	2013	2014
Personnel titulaire (dont mutu.descendante)	194 441 862	207 985 846
Personnel non titulaire	36 984 307	34 631 909
Charges sociales	87 478 491	94 253 135
Autres charges de personnel	8 251 928	8 505 598
- compét.transférées CUGT		
Total Retraité 012 - CA	327 156 588	345 376 487
Evolution N-1 en % méthode CA	4,9%	5,6%
Evolution N-1 en en valeur	15 400 994	18 219 899

L'augmentation de la masse salariale est due, pour partie, à des décisions externes, chiffrées à 5,6 M€ :

- hausses de charges patronales, l'impact le plus conséquent étant celui lié à la hausse des cotisations patronales pour les retraites.
- revalorisation de la rémunération des agents de catégorie C et des premières échelles de la catégorie B.
- hausse du SMIC de 1,1% appliquée au 1er janvier 2014.

S'y ajoute l'impact du glissement vieillesse technicité (GVT) pour 2,8 M€.

L'effet année pleine sur 2014 de la progression de la masse salariale 2013 pour les personnels permanents se chiffre à 3,7 M€.

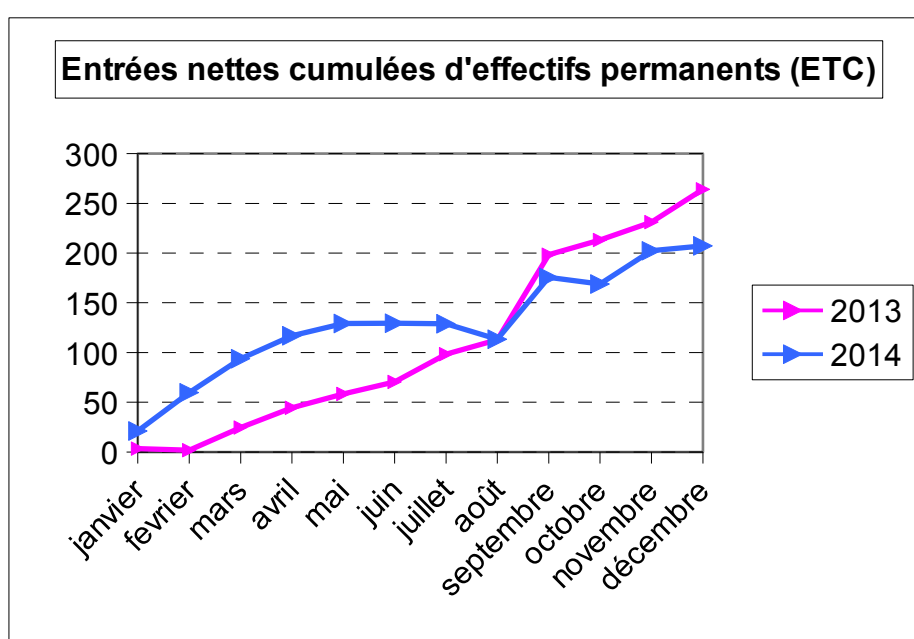
L'évolution des charges de personnel 2014 liée à la mise en œuvre de décisions internes a un impact financier de 1,8 M€ :

- application de la dernière tranche d'harmonisation du protocole relatif à l'harmonisation

- du régime indemnitaire,
- mise en œuvre d'un plan de résorption de l'emploi précaire,
- mise en place d'une participation employeur dans le cadre d'un contrat groupe de prévoyance-maintien de salaire,
- revalorisation de la rémunération des assistantes maternelles en début de carrière.

En ce qui concerne les mouvements d'effectifs entre 2013 et 2014 :

- L'augmentation nette des effectifs permanents (différentiel d'entrées et de sorties) s'élève à + 207 ETP, représentant un surcoût pour la collectivité de **5,2 M€**. On note toutefois que malgré les recrutements supplémentaires à la Police Municipale, la Direction de l'Éducation et la Petite Enfance, les entrées nettes de 2014 ont été moins importantes que celles constatées en 2013 (+ 264 ETP), avec une inversion à partir du mois d'août entre les tendances 2013 et 2014.



- La masse salariale relative aux Emplois d'avenir a quant à elle progressé de **1 M€** en 2014 comparativement à 2013.
- Concernant les agents temporaires (renforts, remplaçants et saisonniers), une diminution de leur recours ainsi que la suppression du régime indemnitaire pour ces personnels ont permis de générer une économie de **2,2 M€**. En lien avec cet effort de maîtrise, les versements d'allocations chômage ont progressé de **0,3 M€** en 2014.

Au global les mesures d'économies RH engagées à compter d'avril 2014 ont généré une économie de **3,1 M€** sur l'exercice (cf. infra) et ont permis de limiter les crédits qu'il a été nécessaire d'inscrire lors du BS 2014. Par ailleurs, la décision de non renouvellement de certains départs à la retraite a largement contribué à la non consommation totale des crédits inscrits.

Une attention particulière doit être apportée aux remboursements opérés par la Ville de Toulouse à Toulouse Métropole, au titre la mutualisation d'un certain nombre de services. Cette

mise en commun de moyens s'est traduite par des refacturations entre la Ville et la Métropole, au prorata de l'activité de ces services au profit de chaque collectivité.

Ainsi, en 2014, 13,3 M€ ont été remboursés par la Ville à la Métropole et 6 M€ ont été refacturés dans l'autre sens. Le « solde » des refacturations est donc de **7,3 M€** en 2014 (contre 7,5 M€ en 2013) à la charge de la Ville, illustrant le fait que la plupart des fonctions mutualisées l'ont été côté Métropole.

L'évolution de la masse salariale entre 2013 et 2014, telle qu'elle apparaît dans les comptes du chapitre 012 sans aucun retraitement, est retracée ci-dessous.

Comptes	Description	Comptes administratifs	
		2013	2014
6216	Personnel extérieur au service - Personnel affecté par le GFP de rattachement	13 237 878	13 295 118
6218	Autre personnel extérieur	742 976	634 115
6331	Versement de transport	3 449 304	3 585 950
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	862 476	896 084
6336	Cotisation au centre national et aux centres de gestion de la fonction publique territoriale	1 799 032	1 942 673
6417	Rémunération des apprentis	435 841	426 267
6451	Cotisations à l' U.R.S.S.A.F.	33 234 769	34 110 526
6453	Cotisations aux caisses de retraites	45 550 491	50 762 481
6456	Versements au F.N.C. du supplément familial	661 972	576 119
6457	Cotisations sociales liées à l'apprentissage	20 604	20 647
6458	Cotisations aux autres organismes sociaux	332 649	324 093
6475	Médecine du travail, pharmacie	14 945	361 731
6488	Autres charges	106 304	64 120
64111	Personnel titulaire - Rémunération principale	141 581 501	151 266 141
64112	NBI, supplément familial de traitement et indemnité de résidence	3 841 657	4 172 484
64116	Indemnités de préavis et de licenciement	0	4 445
64118	Autres indemnités	43 406 910	47 161 831
64131	Personnel non titulaire - Rémunérations	36 007 058	32 721 458
64136	Indemnités de préavis et de licenciement	0	0
64162	Emplois d'avenir	534 434	1 484 184
64168	Autres emplois d'insertion	6 974	0
64731	Allocations de chômage versées directement	2 379 882	2 702 796
64884	CHARGES DIVERSES - PARTICIPATION TRANSPORTS	324 762	424 230
64885	Charges diverses - participation chèques déjeuner	4 371 558	4 431 298
Total Chapitre 012		332 903 976	351 368 789
Evolution brute		5%	5,5%
Evolution en valeur		15 984 877	18 464 813

1.2.2.3. Les charges de gestion courante : **106 M€**

Les charges dites de gestion courantes sont composées, en majorité, des subventions versées aux organismes privés (notamment associations) ainsi qu'aux organismes publics dépendant de la collectivité. Une première lecture fait ressortir une croissance de **4,6%** soit + 4,6 M€ en valeur entre 2014 et 2013.

Le chapitre 65 se décline comme suit :

COMPTES	2013	2014	Evolution en valeur 2014/2013	Evolution en %
651 Redevances pour conces., brevets, lic...	293 735	275 676	-18 059	-6,1%
6531 Indemnités	1 534 147	1 518 068	-16 079	-1,0%
6532 Frais de mission	91 101	65 254	-25 847	-28,4%
6533 Cotisation retraite élus	157 940	132 777	-25 163	-15,9%
6534 Cotisations de séc. soc.élus - part patron.	347 442	389 440	41 998	12,1%
6535 Formation	83 274	60 444	-22 830	-27,4%
654 Pertes sur créances irrécouvrables	366 128	407 802	41 674	11,4%
6554 Contribution aux organ. de regroupement	2 460 285	2 464 701	4 416	0,2%
6555 Contribution au CNFPT (privé d'emploi)	0	0	0	
6558 Autres contributions obligatoires	3 672 005	3 674 227	2 222	0,1%
Sous-total c/651 à 6558	9 006 057	8 988 388	-17 669	-0,2%
65731 Etat	14 990	14 457	-532	-3,6%
657348 Communes (Théâtre du Capitole)	19 279 018	22 075 221	2 796 203	14,5%
65717 Autres établissements publics locaux (657358)	131 213	133 181	1 968	1,5%
65736 Subv. Caisse des Ecoles	114 350	114 350	0	0,0%
657362 Subv.CCAS	15 251 209	16 249 114	997 905	6,5%
657363 Subv. Établiss.à caract.adif (Régie Th.+Eppc)	6 106 975	6 200 295	93 320	1,5%
65737 Subv. Autres établissements publics locaux	1 075 523	775 523	-300 000	-27,9%
65738 Subv. Autres organismes	804 626	541 263	-263 363	-32,7%
6574 Subventions de fonct.- pers. droit privé	44 339 952	45 595 900	1 255 948	2,8%
65741 Subvention Cosat	3 250 573	3 423 595	173 022	5,3%
65743 Organisations syndicales	10 931	12 431	1 500	13,7%
65744 Subvention mutuelles	22	0	-22	-100,0%
Sous-total c/657	90 379 380	95 135 329	4 755 950	5,3%
658 Charges diverses de la gestion courante	1 592 226	1 514 864	-77 362	-4,9%
Subvention Orchestre du Capitole Toulouse Métropole	8 000 000	8 000 000		
TOTAL (Hors TM pour 2013)	100 977 663	105 638 581		
Evolution en %	-5,3%	4,6%		
Evolution en M€	-5 663 317	4 660 918		
TOTAL (avec subv. TM pour 2013)	108 977 663	113 638 581		
Evolution en %	2,2%	4,3%		
Evolution en M€	2 336 683	4 660 918		

Les subventions les plus significatives sont les suivantes :

- subventions aux associations (compte 6574) : 45,6 M€, en progression de 2,8% contre 2,4% en 2013 (soit en valeur + 1,3 M€).
- la subvention municipale au Théâtre et à l'Orchestre du Capitole progresse de 2,8 M€ par rapport à 2013 (+ 14,5%) tout comme la subvention versée au CCAS qui évolue de + 1 M€ (+ 6,5%)
- subventions à l'établissement public de coopération culturelle (EPCC) des Beaux-arts et à la régie des théâtres Sorano et Jules Julien, organismes créés en 2011 sont stables en 2014 (6,2 M€ versés soit + 1,5%).

1.2.2.4. Les autres dépenses de fonctionnement : **3,2 M€**

Parmi les autres dépenses de fonctionnement doivent être signalées les atténuations de produits (3,2 M€), en progression de 18,5% par rapport à 2013. Cette évolution est liée à la contribution progressive de la collectivité au **fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales** (FNPC). Ce prélèvement, qui vient s'ajouter à la diminution des concours financiers de l'Etat (cf. infra), a représenté un montant de 1,3M€ en 2014 contre 701 K€ en 2013 (300 k€ en 2012).

1.2.2.5. Les charges exceptionnelles larges : **7,5 M€**

Les charges exceptionnelles comprennent, notamment, 4,9 M€ de compensations financières au fermier de la Cité de l'Espace, 0,9 M€ de subventions exceptionnelles, 280 K€ de subventions versés à la régie agricole et 500 K€ au titre des secours, bourses et prix.

Au global, les charges exceptionnelles 2014 sont équivalentes à celles de 2013.

1.3. L'épargne nette s'établit à 28 M€, en baisse de 5 M€ par rapport à 2013 et de 27 M€ par rapport à 2011

L'ensemble des mesures adoptées en 2014 permettent ainsi de constater que l'évolution des dépenses de fonctionnement courant (+ 2,4%) demeure supérieure à celle des recettes de fonctionnement courant (+ 2,0%), desquelles découle un excédent brut courant (EBC), qui s'établit à **29 M€**, en diminution de **-5%**.

Le solde des produits et charges exceptionnels permet d'accroître le solde final, à savoir l'épargne nette, qui s'établit à **28 M€** contre 33 M€ en 2013 soit - 5M€ en valeur (- 14%).

En €	2010	2011	2012	2013	2014	Ev.2014/ 2013
Produits de fct. courant	570 394 214	591 933 639	592 968 823	605 305 043	617 575 321	2,0%
- Charges de fct. courant	509 490 605	532 533 391	556 746 844	574 682 645	588 492 748	2,4%
= EXCEDENT BRUT COURANT (EBC)	60 903 609	59 400 248	36 221 979	30 622 398	29 082 573	-5,0%
+ Solde exceptionnel large	-4 235 966	-3 524 699	4 759 396	2 049 702	244 404	-88,1%
= Produits exceptionnels et financiers	6 893 189	6 227 039	16 513 956	10 300 380	7 811 673	-24,2%
- Charges exceptionnelles et financières	11 129 155	9 751 738	11 754 560	8 250 678	7 567 269	-8,3%
= EPARGNE DE GESTION (EG)	56 667 643	55 875 549	40 981 375	32 672 100	29 326 977	-10,2%
- Intérêts	0	0	0	2 046	564 364	
= EPARGNE BRUTE (EB)	56 667 643	55 875 549	40 981 375	32 670 054	28 762 613	-12,0%
- Capital	0	0	0	0	795 123	
= EPARGNE NETTE (EN)*	56 667 643	55 875 549	40 981 375	32 670 054	27 967 490	-14,4%
Variation en valeur		-792 094	-14 894 174	-8 311 321	-4 702 564	

*Epargne nette retraitée des retraitements précités + cessions immobilières

Ce résultat 2014 n'a été rendu possible que grâce à un ensemble de mesures destinées à rétablir la situation financière de la Ville de Toulouse et freiner, autant que possible, la dégradation continue, depuis 2008, de l'épargne nette.

2. L'investissement : un niveau de réalisation de 139 M€ dont le financement a nécessité le recours substantiel à l'emprunt à hauteur de 40%

2.1. Les recettes d'investissement progressent de 5,6% hors emprunts

Le montant total des recettes réelles réalisées en investissement (hors stocks d'excédents et affectations) s'élève à **102 M€** contre **56,5 M€**, en hausse de 81% par rapport à l'exercice 2013. Hors recours à l'emprunt, ces recettes sont en progression de 13% (+ 5,5 M€) par rapport à l'exercice précédent (47 M€ contre 41,5 M€).

RECETTES INVESTISSEMENT en €		CA 2013	CA 2014	
10	DOTATIONS (hors c/1068)	17 527 479	18 261 318	
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	9 958 828	19 676 754	
16	EMPRUNTS- DETTES ASSIMILEES (notam.dépôts de cautions)	15 023 265	55 034 259	
204	Subventions d'équipement versées	201 868	8 871 476	
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	7 439	8 505	
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	232 794	43 558	
26	PARTICIPAT. ET CREANCES RATTACHES A PART	0	0	
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	13 983 422	7 679 616	
458	Opérat° pour c/ de tiers	990 999	1 344 100	
				Evolution
Total recettes investissement		57 926 094	110 919 584	91,5%
204	Régularisations créances sur garanties d'emprunt	-1 426 133		
204	Régularisation comptable Métronum		-8 869 286	
Total recettes investissement retraitées		56 499 961	102 050 298	80,6%

Les subventions d'investissement reçues se sont accrues entre 2013 et 2014, passant de 10 M€ à **19,7 M€**. Cette évolution est portée, en premier lieu, par l'importance des premières participations reçues au titre de la rénovation du Stadium pour l'Euro 2016 (**8,8 M€**). Elle découle également des participations reçues par la CAF (**3 M€**) pour les équipement d'accueil de la petite enfance. A cela s'ajoutent **1 M€** de l'ANRU au titre du GPV, **1,1M€** de l'État pour l'usine de la Cavaletade et **1,2M€** du FEDER (notamment le Jardin Niel).

Le FCTVA versé en 2014 est de **18,1M€** contre 17,4 M€ en 2013.

La collectivité a, par ailleurs, perçu un remboursement d'avance de la part d'OPPIDEA de **3 M€** au titre de la ZAC Borderouge.

Enfin, la collectivité a souscrit des emprunts à hauteur de **60 M€** en 2014 contre 40 M€ en 2013, dont 30 M€ ont été mobilisés en 2014 (contre 15 M€ en 2013). Le capital restant dû s'établit à 69,2M€ au 31 décembre 2014. Les états annexés à la maquette réglementaire du compte administratif détaillent les caractéristiques de ces emprunts.

ENCOURS BRUT DE DETTE

K€	2010	2011	2012	2013	2014
Encours brut au 1er janvier	0	0	0	0	15 000
+ Transfert d'encours brut	0	0	0	0	0
- Remboursement du capital brut	0	0	0	0	795
- Remboursement anticipé	0	0	0	0	0
+ Emprunt	0	0	0	15 000	55 000
+ Divers	0	0	0	0	0
= Variation de l'encours brut	0	0	0	15 000	54 205
= Encours brut au 31 décembre	0	0	0	15 000	69 205

La situation déclinée des recettes d'investissement est la suivante :

En K€

RECETTES D'INVESTISSEMENT (retraité des garanties d'emprunt c/2761)	2013	2014
c/13 Subventions d'investissement	9 958	19 677
dont Etat	1 803	6 096
dont Région	110	1 446
dont Département	2 086	3 130
dont Groupement de collectivité et autres EPL	0	3 400
dont budget communautaire	3 258	1 190
dont autres	2 586	3 237
dont PAE	115	1 178
c/165 Dépôts et cautionnements reçus	23	34
Divers c/20+21+23	442	50
dont 238 (reversement d'avance)	32	0
c/10 Dotations, fonds divers et réserves	17 527	18 262
dont FCTVA	17 371	18 134
dont TLE	156	128
c/26 et 27 Autres immo. financières	12 558	7 684
dont Prêts	12 320	2 876
dont Créances sur des particuliers	4	4 758
dont dépôts et cautionnements versés		6
dont Tva fermiers	234	44
c/45	991	1 344
Total	41 499	47 051
c/16 Recours à l'emprunt	15 000	55 000
Total avec emprunt	56 499	102 051

* Les 55 M€ d'emprunt correspondent à 30M€ d'emprunts souscrits en 2013 mais mobilisés en 2014 +25M€ d'emprunts nouveaux souscrits et mobilisés en 2014.

Par ailleurs, comme il a été souligné plus haut, les cessions immobilières (c/775) s'analysant comme des recettes d'investissement, le périmètre financier actualisé des recettes d'investissement s'établit comme suit :

RECETTES INVESTISSEMENT	2013	2014
Total	56 499	102 051
+ Cessions immobilières et mobilières (c/775)	12 293	2 210
Total RECETTES INVESTISSEMENT retraité	68 792	104 261

Evolution nominale	55,6%	51,6%
Variation en valeur	24 575	35 469

Variation en valeur hors emprunt	9 575	-4 531
Evolution nominale hors emprunt	21,7%	-8,4%

Ainsi, une fois réintégré les cessions immobilières, les ressources propres d'investissement ont augmenté de 52% entre 2014 et 2013 et diminués de **-8%** hors emprunt.

2.2. Des dépenses d'investissement soutenus et s'établissant à **139 M€** en 2014

- *la présentation par nature des dépenses d'investissement*

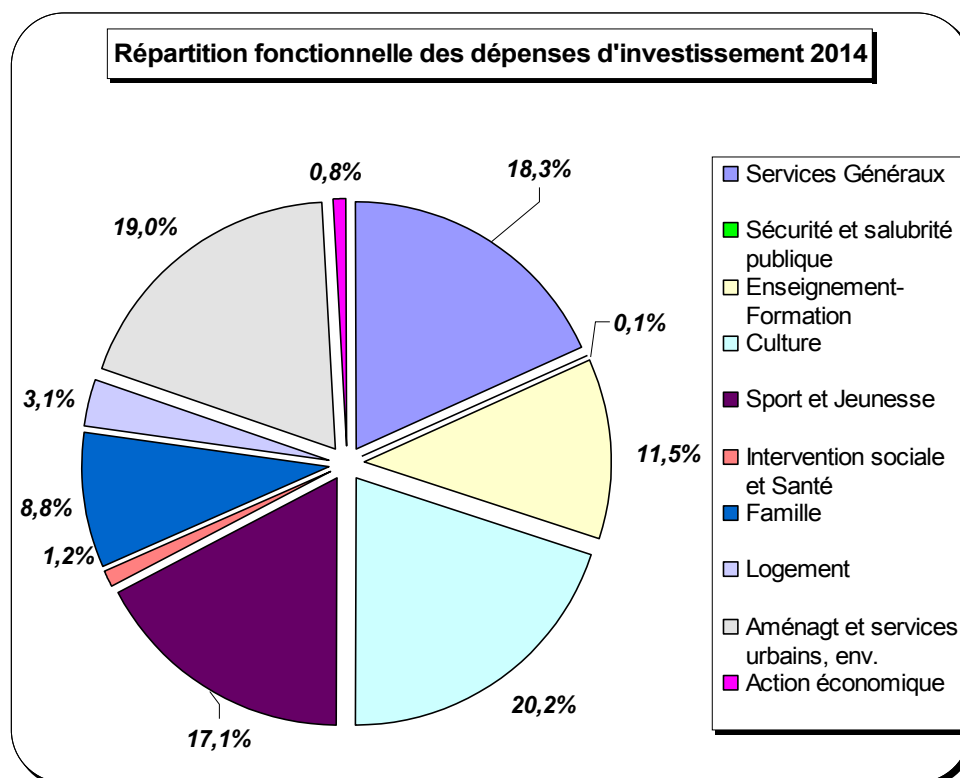
DEPENSES INVESTISSEMENT		CA 2013	CA 2014	
10	DOTATIONS ET FONDS DIVERS	308 506	0	
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	76 680	1 347 665	
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES (dont crédits-bails)	63 020 881	816 230	
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	4 017 124	3 706 495	
204	Subventions d'équipement versées	10 786 250	5 765 071	
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	77 596 926	76 813 594	
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	52 788 342	57 947 311	
26	PARTICIPAT. ET CREANCES RATTACHES A PART	159 700	0	
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERS	1 116 596	971 076	
458	OPERAT° POUR COMPTE DE TIERS	517 631	788 708	
OPERATIONS D'EQUIPEMENT		129 194		
				Evolution
Total dépenses compte administratif		210 517 830	148 156 149	-29,6%
204	Régularisations créances sur garanties d'emprunt	-1 426 133		
1676	Régularisations comptables crédits-bails	-63 006 365		
204	Régularisation comptable Métronum		-8 869 286	
Total dépenses investissement retraitées		146 085 332	139 286 863	-4,7%

Le montant total des dépenses réelles réalisées en investissement s'élève à **139 M€**, contre 146 M€ en 2013.

- la présentation fonctionnelle des dépenses d'investissement

La répartition fonctionnelle des dépenses d'investissement dont il est rendu compte dans le présent rapport se présente de la manière suivante :

fonction	2013	2014
Services Généraux	93 244 226	27 140 085
Sécurité et salubrité publique	592 033	104 659
Enseignement-Formation	22 940 753	17 046 726
Culture	20 255 814	29 875 893
Sport et Jeunesse	22 534 618	25 352 540
Intervention sociale et Santé	2 658 516	1 723 236
Famille	10 359 233	13 006 009
Logement	2 474 367	4 587 020
Aménagt et services urbains, env.	34 575 349	28 183 528
Action économique	882 921	1 136 452
TOTAL	210 517 830	148 156 149



- L'aménagement, les réseaux, infrastructures économiques, environnement et sécurité : **29,4 M€**

16,2 M€ ont été réalisés au titre des opérations d'aménagement urbain parmi lesquelles 4,2 M€ pour la dépollution du site Cartoucherie, 9,2 M€ au titre du GPV dont 2,2 M€ pour l'équipement de quartier Empalot, 1,5 M€ pour la réhabilitation du centre social Empalot.

Les actions en faveur du développement durable et des espaces verts ont mobilisé 4,1 M€, l'éclairage public 7 M€ dont 3,3 M€ dans le cadre de la rénovation de l'usine hydroélectrique de la Cavaletade.

- Education, culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs : **72,3 M€**

17 M€ d'investissement ont été consacrés à l'enseignement et la formation, dont 8,3 M€ pour la maintenance du bâti scolaire, 4,1 M€ pour les études, les acquisitions de terrains et la construction de nouveaux groupes scolaires dont 1,1 M€ pour le Groupe scolaire Anatole France et 1,5 M€ pour l'équipement des écoles (mobilier et informatique).

La réalisation d'équipements sportifs a mobilisé **21,8 M€** dont 13 M€ pour les travaux du Stadium et 2,4 M€ pour la reconstruction du gymnase du château de l'Hers.

3,5 M€ ont été consacrés aux équipements de loisirs et pour la jeunesse dont 2,1 M€ pour l'Espace St Exupéry.

29,9 M€ d'investissement ont été consacrés à la politique culturelle dont 8,9 M€ pour le Quartier des sciences, 1,5 M€ pour les travaux d'entretien et l'enrichissement des collections des musées ainsi que 1,5 M€ pour la rénovation des Jacobins, 2 M€ pour l'entretien du bâti et les acquisitions d'œuvres des bibliothèques et 1,1 M€ pour l'entretien et la rénovation du patrimoine culturel dont 0,7 M€ pour la restauration de l'église de la Daurade.

- L'action sociale et la solidarité : **19,3 M€**

13 M€ ont été consacrés aux actions en faveur de la famille, principalement pour le secteur de la petite enfance parmi les principales opérations on peut citer 1,7 M€ la création du multi accueil Bourrassol, 1,5 M€ pour la crèche îlot Natura, 1,8 M€ pour la création du CPE Ernest Renan, 1,2 M€ pour le CPE Guillaumet et 1 M€ pour le multi accueil Bagatelle Ronsard.

4,7 M€ ont été consacrés aux interventions sociales et de santé ainsi qu'aux dispositifs relevant du secteur du logement.

- Les moyens généraux : **27,1 M€**

27,1 M€ relèvent des dépenses « non ventilables » et des services généraux de la collectivité, tels que les acquisitions de véhicules, de matériels et de logiciels informatiques, les divers travaux d'entretien et de maintenance des bâtiments... Les réalisations significatives sont, notamment, les suivantes :

- 4,4 M€ pour l'entretien et la maintenance préventive des bâtiments municipaux
- 5,2 M€ pour le schéma directeur des systèmes d'information,
- 2,1 M€ pour les maisons de la citoyenneté
- 1,4 M€ pour les travaux d'aménagement du nouveau site d'implantation des ateliers municipaux œuvrant à l'entretien des bâtiments
- 1,3 M€ pour les enveloppes participatives de secteur
- 1,2 M€ pour l'acquisition de véhicules automobiles

2.3. Le bouclage du financement de l'investissement par le recours à l'emprunt

Le bouclage financier consiste à mettre en perspective les éléments budgétaires évoqués (les flux) avec les excédents et les déficits de 2013 reportés et affectés (les stocks) de la collectivité pour déterminer le résultat 2014 ou excédent global de clôture (EGC).

Le résultat 2014 se décline comme suit :

EXCEDENT GLOBAL DE CLOTURE (en K€)					
	2010	2011	2012	2013	2014
Total excédents (stocks) reportés n-1	127 258	138 277	107 244	64 446	19 823
dont					
Résultat fonctionnement reporté n-1	3 635	6 769	13 844	3 935	14 139
Résultat investissement reporté n-1	76 603	102 175	41 922	31 353	-2 257
Excédent de fonctionnement capitalisés (c/1068)	47 020	29 334	51 477	29 158	7 941
= Résultats capitalisés n	127 258	138 277	107 244	64 446	19 823
+ Variation EGC n ((b) - (a))	11 019	-31 034	-42 798	-44 623	-6 263
dont					
Recettes réelles totales (a)	650 119	635 986	653 699	748 830	754 858
Dépenses réelles totales (b)	639 100	667 020	696 497	793 453	761 121
= Excédent global de clôture	138 277	107 244	64 446	19 823	13 560
Excédent global de clôture hors emprunts	138 277	107 244	64 446	4 823	-41 440

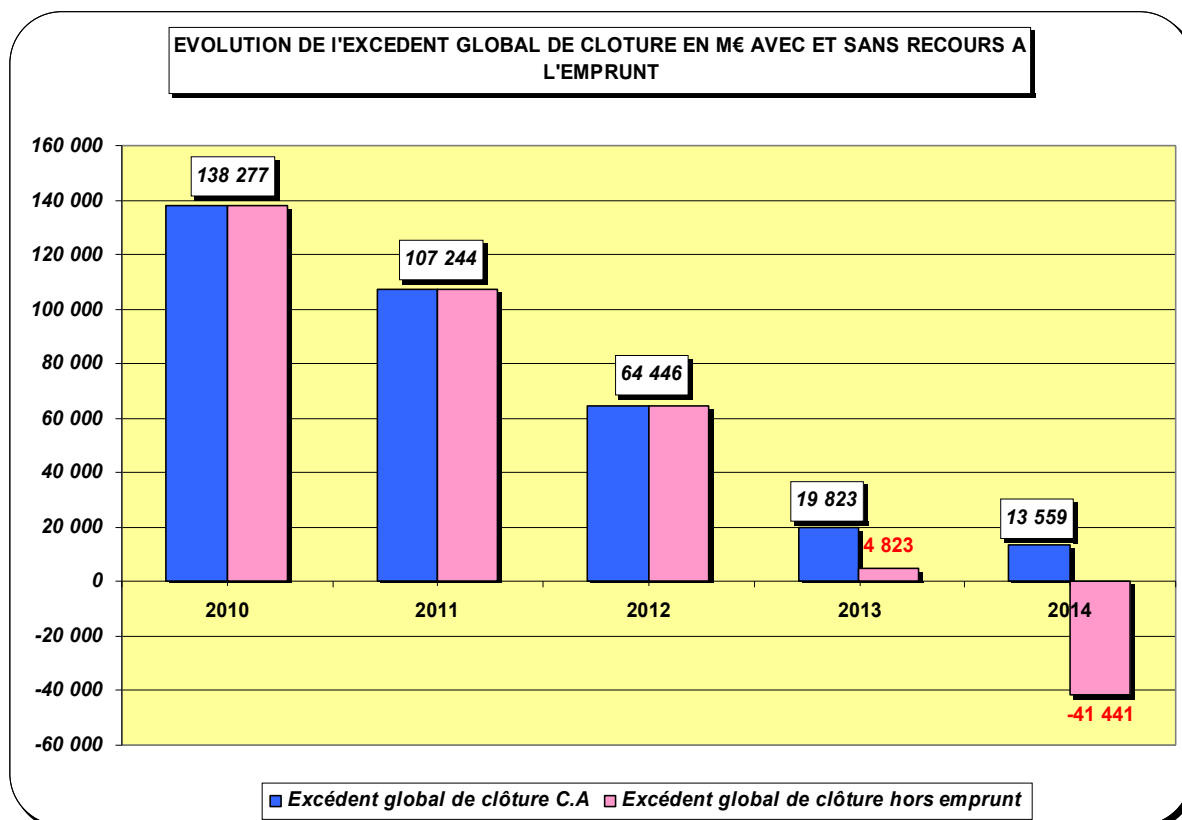
En 2014, conséquence directe de la consommation des excédents de la collectivité et de la réduction de l'autofinancement de la collectivité, le recours à l'emprunt s'est imposé pour le bouclage du financement. Il représente à lui seul **40%** de la structure du financement des dépenses d'investissement. L'épargne nette représente 20% du financement complété par les ressources propres d'investissement (20%) et les subventions (15%).

STRUCTURE DU FINANCEMENT DES DEPENSES

	2013	2014
Dépenses d'équipement	98,5%	100,0%
Opérations pour cpte de tiers (dép)	0,4%	0,0%
Dépenses financières d'inv.	1,1%	0,0%
Dép d'inv hors annuité en capital	100,0%	100,0%
Financement de l'investissement	69,5%	95,5%
EPARGNE NETTE	22,4%	20,2%
Ressources propres d'inv. (RPI)	29,3%	20,4%
FCTVA	11,9%	13,1%
Produits des cessions	8,4%	1,6%
Diverses RPI	9,0%	5,7%
Opérations pour cpte de tiers (rec)	0,7%	1,0%
Subventions	6,8%	14,2%
Emprunt	10,3%	39,7%
Variation de l'excédent global	-30,5%	-4,5%

Le résultat global de clôture s'établit à **13,6 M€ en 2014** contre 19,8 M€ en 2013. Hors mobilisation de l'emprunt, l'EGC ou fonds de roulement interne s'est considérablement réduit en 2014 en s'établissant à **- 41,4 M€**.

FINANCEMENT DE L'INVESTISSEMENT	2010	2011	2012	2013	2014
Dép d'inv hors annuité en capital	115 699	124 735	127 995	146 085	138 492
Total Financement de l'investissement (A) +	126 719	93 702	85 198	101 462	132 228
Ressources propres de la section d'investissement Hors Epargne nette (A)	70 051	37 826	44 217	68 792	104 261
EPARGNE NETTE (B)	56 668	55 876	40 981	32 670	27 967
Variation de l'excédent global de clôture	11 019	-31 034	-42 798	-44 623	-6 264
Excédent global de clôture hors R.A.R	138 277	107 244	64 446	19 823	13 559
Excédent global de clôture hors emprunt	138 277	107 244	64 446	4 823	-41 441



Partie 2 – Les budgets annexes

Le budget annexe du Théâtre et de l'Orchestre du Capitole

- Le Théâtre du Capitole

Le Théâtre du Capitole a affirmé en 2014 sa mission de service public en offrant au public toulousain un répertoire constitué, pour l'opéra, d'ouvrages rares et de créations contemporaines. De plus, afin d'assurer une plus large diffusion des œuvres phares, les activités audiovisuelles ont été développées. Par ailleurs, les tournées internationales (Chine, Italie) et nationales (6) du Ballet du Capitole ont contribué au rayonnement du Théâtre du Capitole et, plus largement, de la Ville de Toulouse. La constitution d'un nouveau répertoire depuis 2012-2013 a permis de présenter de nouvelles productions et des chorégraphes de renom tant à Toulouse qu'en tournée, suscitant de nombreuses invitations de la compagnie en France et à l'Étranger. Enfin, 2014 a vu l'organisation du Concours International de Chant, événement qui participe également, par la qualité du jury, présidé, en 2014, par Teresa Berganza, et par l'origine très diverse des candidats (plus de 30 nationalités) au rayonnement de la Ville.

- *Les recettes du Théâtre du Capitole*

Malgré la programmation ambitieuse, le contexte économique n'a pas épargné le niveau des recettes tickets qui ont enregistré une baisse (- 340 000 euros). Afin de comprendre, de connaître le public et de le développer, le Théâtre et l'Orchestre ont décidé de s'appuyer sur l'expertise d'un consultant et de faire réaliser une étude de commercialité. Il conviendra d'en mesurer les effets à partir de septembre 2015. Cette action, combinée à la refonte des tarifs, devrait favoriser les recettes tickets.

- *Les dépenses du Théâtre du Capitole*

Les dépenses du Théâtre du Capitole ont été contenues. L'augmentation de la masse salariale des agents permanents et intermittents est de l'ordre de 3 %. Il est à noter la légère baisse des dépenses de fonctionnement courant.

- L'Orchestre National du Capitole :

Reconnu comme l'un des meilleurs orchestres européens, l'Orchestre du Capitole est l'ambassadeur de la musique classique, au niveau local, régional, national mais aussi international. En 2014, en plus de sa présence à Toulouse, en Région (14 concerts) à Paris avec une résidence à la salle Pleyel (3 concerts) et en France (Aix-en-Provence, Bordeaux, Colmar), l'orchestre a également été très présent à l'international (Espagne et Allemagne) et sur de nombreux supports audiovisuels et numériques (22 concerts diffusés). L'année 2014 a été marquée par deux tournées européennes : en février en Espagne et, en décembre, dans les grandes capitales musicales d'Allemagne : Berlin, Francfort et Cologne.

- *les recettes de l'ONCT :*

Les recettes de l'Orchestre ont sensiblement augmenté du fait de la baisse des gratuités accordées lors de la mise à disposition de la Halle aux Grains et d'un meilleur remboursement des frais techniques et de personnel engagés à cette occasion. S'agissant de la billetterie, les prévisions n'ont pas été totalement réalisées (-12 000€) malgré le maintien d'une forte fréquentation. Le prix moyen de la place constaté actuellement est bas (inférieur à 20€) mais la refonte des tarifs appliquée à compter de septembre 2015 laisse augurer une amélioration de ce poste.

- *les dépenses de l'ONCT :*

Certaines dates de la tournée Espagne ayant été annulées, des économies de défraiements, de transports et de frais divers ont été constatées. Par ailleurs, le marché pour l'achat des tenues des musiciens ayant été déclaré infructueux, 46 000 € prévus à ce titre n'ont pas été dépensés. S'agissant de la masse salariale des permanents, les nombreux départs en retraite conjugués aux délais d'organisation des concours de recrutement ont généré des vacances de postes sur l'effectif de l'ONCT.

- Présentation du résultat comptable

- *Le résultat de clôture :*

	INVESTISSEMENT	FONCTIONNEMENT	TOTAL CUMULE
RECETTES	390 388,92	38 227 255,08	38617644
DEPENSES	262 226,31	36 922 223,31	37184449,62
RESULTAT DE L'EXERCICE	128 162,61	1 305 031,77	128 162,61
RESULTAT REPORTE	- 67 422,37	- 768 028,05	-835 450,42
RESULTAT DE CLOTURE	60 740,24	537003,72	597 743,96

Ce résultat purement comptable doit être corrigé par les restes à réaliser en dépenses constatés au Compte Administratif :

- *Le résultat cumulé :*

	INVESTISSEMENT	FONCTIONNEMENT	TOTAL CUMULE
SOLDE DES RESTES A REALISER	103801		103 801
RESULTAT DE CLOTURE	607 40,24	537003,72	537003,72
RESULTAT CUMULE	-43 060,76	537003,72	493 942,96

Le budget annexe des Pompes funèbres

En 2014 et de façon traditionnelle, les postes les plus importants du budget des Pompes Funèbres en section de fonctionnement correspondent aux achats de marchandises et aux dépenses de personnel

- *Le résultat de clôture :*

	INVESTISSEMENT	FONCTIONNEMENT	TOTAL CUMULE
RECETTES	28 607,76	3 017 048,75	3 045 656,51
DEPENSES	14 110	3 213 970,98	3 228 080,98
RESULTAT DE L'EXERCICE	14 497,76	-196 922,23	- 182 424,47
RESULTAT REPORTE	728 412,81	1 963 724,67	2 692 137,48
RESULTAT DE CLOTURE	742 910,57	1 766 802,44	2 509 713,01

Ce résultat purement comptable doit être corrigé par les restes à réaliser en dépenses constatés au Compte Administratif :

- *Le résultat cumulé :*

	INVESTISSEMENT	FONCTIONNEMENT	TOTAL CUMULE
SOLDE DES RESTES A REALISER			
RESULTAT DE CLOTURE	742 910,57	1 766 802,44	2 509 713,01
RESULTAT CUMULE	742 910,57	1 766 802,44	2 509 713,01

Cet excédent sera en partie repris au sein du budget principal dans le cadre du budget supplémentaire 2015.

Le budget annexe du Crématorium

Pour le budget du Crématorium, les postes les plus importants en section de fonctionnement correspondent aux frais de gestion versés à la Régie des Pompes funèbres, aux frais de personnel et à la consommation de gaz servant au fonctionnement des fours de crémation.

- *Le résultat de clôture :*

	INVESTISSEMENT	FONCTIONNEMENT	TOTAL CUMULE
RECETTES	8 039,04	1 071 094,83	1 079 133,87
DEPENSES	24 722,66	884 294,38	909 017,04
RESULTAT DE L'EXERCICE	- 16 683,62	186 800,45	170 116,83
RESULTAT REPORTE	466 781,95	2 184 315,85	2 651 097,80
RESULTAT DE CLOTURE	450 098,33	2 371 116,30	2 821 214,63

Ce résultat purement comptable doit être corrigé par les restes à réaliser en dépenses constatés au Compte Administratif :

- *Le résultat cumulé :*

	INVESTISSEMENT	FONCTIONNEMENT	TOTAL CUMULE
SOLDE DES RESTES A REALISER			
RESULTAT DE CLOTURE	450 098,33	2 371 116,30	2 821 214,63
RESULTAT CUMULE	450 098,33	2 371 116,30	2 821 214,63

Le budget annexe du crematorium a été transféré à Toulouse métropole au 1^{er} janvier, dans le cadre du budget supplémentaire 2015, une partie de l'excédent sera intégré au budget principal.